



PAS D'ACCORD AVEC LA DIRECTION AUCUNE MESURE SÉRIEUSE EN FAVEUR DES SENIORS

Vendredi 4 décembre 2009

Pour satisfaire à ses obligations légales, la direction a organisé des négociations traitant de l'emploi des seniors. En effet, des décrets gouvernementaux de mai 2009 demandent aux entreprises de mettre en œuvre un plan d'action ou de négocier avec les organisations syndicales un accord concernant le maintien dans l'emploi des travailleurs âgés. Faute de quoi l'entreprise serait taxée de 1% de cotisations URSAAF.

L'objectif de ces négociations est évident : faire entériner par les organisations syndicales l'idée qu'il faille travailler plus longtemps et que la retraite à 60 ans, ou avant quand la pénibilité est reconnue, est dépassée.

Le gouvernement et le medef préparent ainsi le terrain au « rendez-vous » du 1^{er} semestre 2010 dont l'objectif est de faire exploser la retraite à 60 ans et de faire travailler jusqu'à 63, voire 67 ans !

Voilà le réel enjeu !

Une scandaleuse aberration sociale: rallonger la durée du travail pour les plus anciens alors que des centaines de milliers de jeunes se voient fermer le marché du travail.

Tout cela n'est qu'un trompe l'œil, car comment croire que l'on va

« s'occuper » des seniors en les faisant travailler plus longtemps alors que la réalité c'est au contraire la dégradation des conditions de travail que ce soit en termes psychiques ou physiques, au nom de la course à la productivité et à la profitabilité financière. Il n'est pas question de progrès social pour les salariés mais bien de choix économiques de nos patrons.

Quelle est la situation aujourd'hui ?

L'inquiétude des salariés due au retard de tous les projets, la désorganisation dans tous les secteurs de l'usine avec un plan de formation mal préparé, où tout est fait dans l'urgence et qui se traduit par un manque de personnel dans beaucoup de secteurs, tout cela rend les conditions de travail encore plus difficiles et la population des seniors n'est pas plus épargnée qu'une autre.

Après des années de travail posté (2X8, 3X8, 5X8...) et de postes difficiles, les salariés âgés demandent une chose : la reconnaissance de la pénibilité au travail par des départs en retraite anticipés. Le fait de vouloir les maintenir au travail plus longtemps est à l'extrême opposé de ce qu'ils souhaitent.

Depuis longtemps la CGT revendique la reconnaissance de la pénibilité au travail et sa réparation par des départs anticipés à la retraite.

Chez First, et d'après la direction, il n'est pas possible d'envisager des départs anticipés: « *nous n'avons pas les moyens et ce n'est pas ce que la loi nous demande* ». Elle a bon dos la loi quand ça les arrange ! Trop facile comme réponse, la loi n'interdit à aucune entreprise de traiter, dans cet accord, la reconnaissance de la pénibilité. D'un côté la direction dit vouloir garder dans l'emploi les seniors et de l'autre côté elle licencie des collègues abîmés ou en maladies professionnelles pour inaptitude. Ces collègues devraient pouvoir partir en retraite anticipée avec leurs pleins droits.

Quelques exemples de propositions de notre direction :

- Si les projets aboutissent et qu'il faille repartir en 3X8, la direction ne permettrait qu'à 40% des salariés âgés de plus de 55 ans de ne plus faire les 3X8.
- 100% des salariés âgés de 50 ans et plus bénéficieraient d'une visite médicale par an, alors que c'est déjà le cas pour toute la population de l'usine.

Voilà le niveau des propositions qui nous ont été faites !

La CGT avait proposé et développé des axes de travail sur les thèmes de l'amélioration des conditions de travail et prévention des situations de pénibilité, l'aménagement des fins de carrière et de la transition entre activité et retraite, la transmission des savoirs et des compétences et développement du tutorat (toujours visibles dans nos panneaux d'affichage)

Une réunion plus tard la direction nous présente son projet d'accord et à en lire le contenu, on pourrait croire qu'elle n'avait pas pris connaissance des propositions de la CGT, ni des autres syndicats d'ailleurs !

A la lecture du projet proposé par la direction, la CGT a dit ne pas vouloir signer un tel accord où la direction ne prend aucun engagement réel et sérieux en faveur des seniors.

Rares sont les entreprises dans lesquelles un bon accord a été trouvé et FAI n'échappe pas à la règle. Nous avons eu connaissance d'accords (Snecma, EADS) où les directions d'entreprises reconnaissent, au moins en partie, la pénibilité du travail et acceptent de la réparer par des départs anticipés à la retraite.

Nous devons tous nous emparer de cette revendication. Des salariés subissent l'une des plus grandes injustices actuelles : la non reconnaissance de la pénibilité au travail due à leurs conditions de travail (contraintes physiques, environnement agressif, contraintes liées aux rythmes de travail). D'ailleurs l'espérance de vie d'un salarié dans l'industrie lourde comme la métallurgie est inférieure de 7 à 9 ans d'un cadre supérieur des professions libérales. La pénibilité n'est donc pas à traiter uniquement pour les salariés de 45 ans et plus, mais dès l'entrée dans l'entreprise, quelque soit l'âge.

Les travailleurs âgés qui ont subit la pénibilité dans leur carrière doivent pouvoir partir plus tôt et être remplacés par des jeunes qui ne demandent qu'à travailler.